

Pourquoi s'intéresser au secteur alimentaire informel?

Dans tous les pays du monde, les pauvres savent très bien satisfaire leurs propres besoins et survivre dans des conditions économiques difficiles. Une de leurs principales stratégies de survie est ce que les spécialistes du développement appellent « le secteur alimentaire informel » ou SAI. Leurs activités les plus visibles sont la production d'aliments (urbaine, péri-urbaine et rurale), la transformation, la restauration, le transport et la vente au détail de produits frais ou préparés (par ex. vendeurs ambulants de nourriture). Le SAI peut contribuer à la sécurité alimentaire en fournissant aux consommateurs pauvres des produits alimentaires en petite quantité à des prix abordables et dans des endroits pratiques; en fournissant des emplois et des revenus aux foyers pauvres; et en apportant de la nourriture aux districts urbains marginaux les plus éloignés du centre ville et des marchés secondaires organisés. Ces activités existent dans les zones urbaines, péri-urbaines et rurales, bien que leur importance relative en termes d'approvisionnement et de distribution alimentaires, ou d'emploi local, varie d'un district municipal à l'autre (Tableau 1).



Les tendances mondiales montrent que la croissance du SAI est liée à l'urbanisation rapide (Figure 1) et à l'absence d'infrastructure dans les nouveaux quartiers de villes qui se développent rapidement. Les populations rurales du monde entier se déplacent vers les villes à la recherche d'un nouveau travail, s'installant souvent dans des bidonvilles qui ne possèdent pas ou très peu de marchés alimentaires. Parfois, elles émigrent aussi car elles sont chassées de leurs terres. En Inde et en Chine, par exemple, des millions de ruraux ont perdu, à cause de projets hydroélectriques ou miniers, leurs terres agricoles et leurs moyens de subsistance et ont été obligées de migrer vers d'autres régions. Les guerres et les conflits ont également créé des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays qui utilisent ce secteur comme source d'emploi et de nourriture bon marché (Bouta, Frerks et Bannon, 2005). Dans tous ces cas, ceux qui étaient précédemment des agriculteurs ont dû abandonner l'agriculture et partir à la recherche de nouveaux emplois. Les foyers urbains, dans l'impossibilité de consommer leur propre production alimentaire, dépensent 30% de plus que leurs homologues ruraux pour leur nourriture. Les ménages urbains à faible revenu dépensent de 60 à 80% de leur revenu pour l'alimentation (Aragrande et Argenti, 2001: 2). Le secteur informel est l'option la plus abordable pour ces personnes, vu qu'il fournit à la fois des revenus aux vendeurs et une nourriture bon marché aux consommateurs.

Durant les périodes de crise économique, la réduction des offres d'emploi formel et du pouvoir d'achat contribue à faire croître le secteur informel qui devient ainsi une source de revenus et de sécurité alimentaire (Figure 2). Dans certaines villes africaines, le SAI peut fournir jusqu'à 40 à 60% de l'emploi total. Cependant, ce secteur n'est pas uniquement le produit d'une crise économique: la croissance économique peut aussi encourager les populations rurales à tenter leurs chances sur les marchés urbains. Le secteur informel est une option séduisante pour ceux qui désirent plus de liberté comparé à ce que pourrait leur offrir un emploi formel (Smart, 1989). En Asie, ce secteur s'est développé en période de croissance économique, car les travailleurs urbains astreints à de longs trajets quotidiens dépendent de plus en plus des vendeurs ambulants pour leurs besoins nutritionnels. Dans de nombreux pays, ces activités sont une caractéristique appréciée de la culture locale, et peuvent même devenir une ressource touristique importante.

Définition du secteur informel

L'utilisation du terme « secteur informel » date des études réalisées en Afrique dans les années 70 qui ont montré que les catégories de recensement « employé », « non employé » et « non actif » masquaient totalement la capacité d'autonomie des populations pauvres à générer des revenus et à fournir des services aux communautés urbaines qui ne cessent de se multiplier rapidement (OIT, 1972; Hart, 1973). Dans ses recherches sur le Ghana, l'anthropologue Keith Hart a vu que plus de la moitié de la population a été classée par le recensement statistiques dans une autre catégorie que les emplois salariés alors qu'elle était activement impliquée dans un large éventail d'activités productives et de services et qu'elle gagnait des revenus de manière indépendante. Du fait que ces activités restent en dehors des statistiques officielles, il se réfère à ce secteur en tant que « secteur informel ». Harding et Jenkins (1989) appellent cela « l'économie cachée ».

Le mot « informel » peut être trompeur du fait que de nombreux micro-entrepreneurs sont d'une certaine manière légalement reconnus par les autorités, en particulier s'ils participent à des organisations sous forme d'association commerciale, de coopérative ou de syndicat (Yasmeen, 2001a). Un grand nombre de personnes sont à la fois impliquées dans les activités des secteurs formel et informel (Hart, 1973), par exemple, lorsque les vendeurs informels vendent des marchandises produites par le secteur formel. Aucune activité n'est totalement déconnectée des activités économiques formelles. Les géographes Santos (1977) et Mc Gee (1973) affirment que les deux secteurs de



l'économie qu'ils appellent les circuits supérieurs et inférieurs, s'articulent les uns par rapport aux autres. D'une certaine manière, le secteur informel subventionne le secteur formel en fournissant des aliments à des prix plus bas de même qu'il constitue une autre source d'emplois.

Le secteur alimentaire informel peut être défini comme un secteur incluant les petits producteurs, les entreprises commerciales, les vendeurs et les fournisseurs de services, impliqués dans des activités légales de même que celles non reconnues liées au domaine alimentaire.

Tableau 1 ~ Emplois informels parmi la population active totale de différentes villes du monde

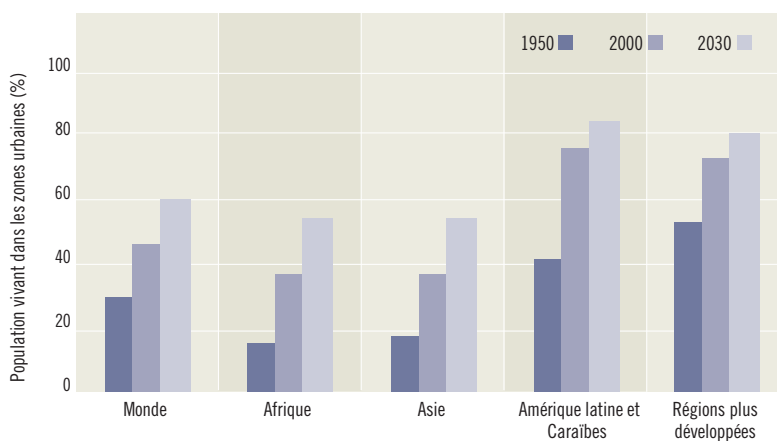
Municipalité	Population	Activités alimentaires informelles parmi la population active (%)
Rangamati (Bangladesh)	66 211	18
Suva (Fidji)	90 000	5
Guayaquil (Equateur)	2 400 000	32
Freetown (Sierra Leone)	755 589	28
Port of Spain (Trinidad et Tobago)	1 300 000	8
Lagos (Nigéria)	7 400 000	48
Blantyre (Malawi)	519 033	20
Managua (Nicaragua)	1 500 000	14
Penaloleon (Chili)	218 000	9

Sources: Argenti, François et Mouawad, 2003





Graphique 1 ~ Tendances de l'urbanisation selon les régions du monde



Sources: NU, 2004

Par exemple, il classe la production, la restauration et le transport des aliments ainsi que la vente au détail de produits frais ou préparés dans les activités associées au SAI. Le SAI se caractérise généralement par un manque de spécialisation, un capital d'investissement très faible, une combinaison de production et consommation, un manque de suivi comptable, le non-paiement total ou en partie des taxes, la possibilité de venir suppléer le secteur alimentaire formel pour satisfaire à des demandes et à des clientèles variées, de même il est marqué par des innovations de caractère plus sociale que technique (Argenti, François et Mouawad, 2003:1).

Les autorités municipales commencent à reconnaître que de bonnes politiques en matière de distribution alimentaire nécessitent la participation des parties prenantes et une communication efficace (par ex. Yasmeen, 2001b). Il est donc vital d'identifier les principaux acteurs du SAI, des producteurs aux consommateurs. Cela comprend les producteurs (les fermiers urbains, péri-urbains, et ruraux mais aussi les pêcheurs et les producteurs forestiers), les commerçants, les transporteurs, les transformateurs (dont les restaurateurs à domicile), les vendeurs



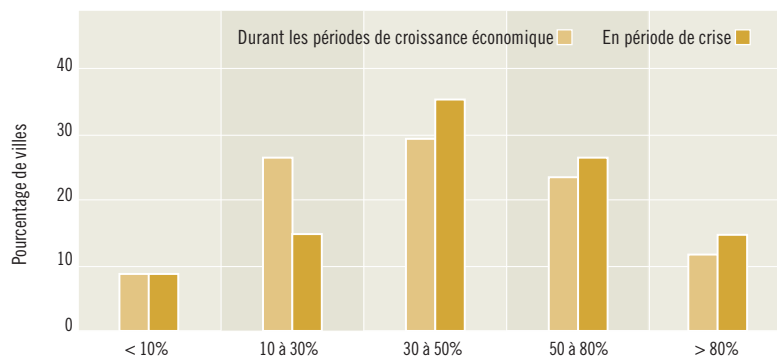
sur les marchés, les gestionnaires, les vendeurs de rue et les petits propriétaires de restaurant. Jusqu'à présent, cependant, le plus gros de la recherche sur le secteur a été réalisé dans les zones urbaines¹. Des recherches doivent être réalisées sur ces acteurs dans divers contextes pour que des politiques locales soient formulées pour les engager, eux et leurs associations, à la lumière des réalités sociales et culturelles locales.

Obstacles et contraintes

Les activités du SAI existent en dépit des politiques de l'Etat pour les réprimer. Elles peuvent offrir des opportunités aux populations marginales de même qu'elles peuvent contribuer à une distribution plus juste des ressources. Les femmes contribuent souvent de manière notable à la revente des produits frais, à de petites activités de restauration et à la vente d'aliments dans la rue. Cela leur permet de nourrir leur famille à de moindre coût et donc contribue à la sécurité alimentaire du ménage. Les activités du SAI ne sont toujours pas reconnues dans les données économiques et financières nationales et sont rarement prises en compte dans les plans de développement. Les besoins des opérateurs sont souvent négligés par les autorités et les syndicats de travailleurs qui protègent les intérêts des travailleurs du secteur formel.

¹ On réalise de plus en plus que les éléments caractéristiques du monde urbain et du monde rural coexistent au sein de l'espace urbain et au-delà, dans de nombreuses parties du monde, en particulier, lorsque les villes s'étendent, entraînant une multiplication des études péri-urbaines qui seront certainement fort intéressantes pour les décideurs (Allen, 2003). Ceci, toutefois, est rarement abordé dans les études sur le SAI et dépasse l'objet de cette étude.

Graphique 2 ~ Importance du secteur informel dans les activités d'approvisionnement et de distribution alimentaires des centres urbaines durant les périodes de crise et de croissance économiques



Source: Hugon et Kervarec, 2001



Les opérateurs du SAI font face à de nombreuses contraintes. Ils sont directement exposés aux variations des marchés lorsqu'ils s'approvisionnent. De plus, ils disposent de capacités très limitées de stockage et le volume de leurs activités commerciales journalières est souvent restreint. Les mauvaises conditions de vente dans la rue, l'accès limité aux services de base et à l'eau potable, ainsi que les conditions de santé des vendeurs peuvent contribuer à des problèmes d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments. Ainsi, par exemple, la qualité nutritionnelle des produits frais et des aliments cuisinés dans la rue peut ne pas être garantie. Leurs activités peuvent renforcer la congestion du trafic, les problèmes sanitaires et la pollution de l'environnement. Les autorités considèrent souvent ce secteur comme un vestige des activités économiques traditionnelles et comme un signe que leur ville n'est pas encore bien développée. Les acteurs du secteur formel, dont les coûts de fonctionnement sont élevés avec un fardeau de taxes considérable, veulent souvent éliminer le fait que la concurrence influe sur leurs profits.

Pour ces raisons, les autorités nationales et en particulier locales, sont fréquemment opposées aux opérateurs alimentaires informels. L'oppression du secteur conduit les acteurs du SAI à se méfier des agents de l'Etat alors que ceux-ci pourraient contribuer

à trouver des solutions à leurs problèmes de santé, sanitaires et de crédit. Dans de nombreux pays, un contexte politique instable fait que les périodes d'apaisement et même de promotion du secteur peuvent être suivies de périodes d'oppression.

Comprendre le rôle social et économique du secteur alimentaire informel

Les problèmes exposés plus avant peuvent être dépassés si l'on cherche à mieux comprendre le rôle des activités informelles et leur contribution à la sécurité alimentaire, le but étant d'adopter une bonne attitude et des politiques en faveur des opérateurs alimentaires afin de minimiser les conséquences négatives de leurs activités et d'accroître leur capacité à investir. Leurs besoins et leurs contraintes pourraient être intégrés dans la planification urbaine et leurs connaissances et capacité en matière de gestion commerciale, renforcées. Les opérateurs pourraient bénéficier de meilleures infrastructures, installations, équipement et services. Enfin, des réglementations sur l'occupation et l'utilisation des terres, les standards de qualité des aliments, les règles d'hygiène, la circulation et la pollution pourraient être établies.

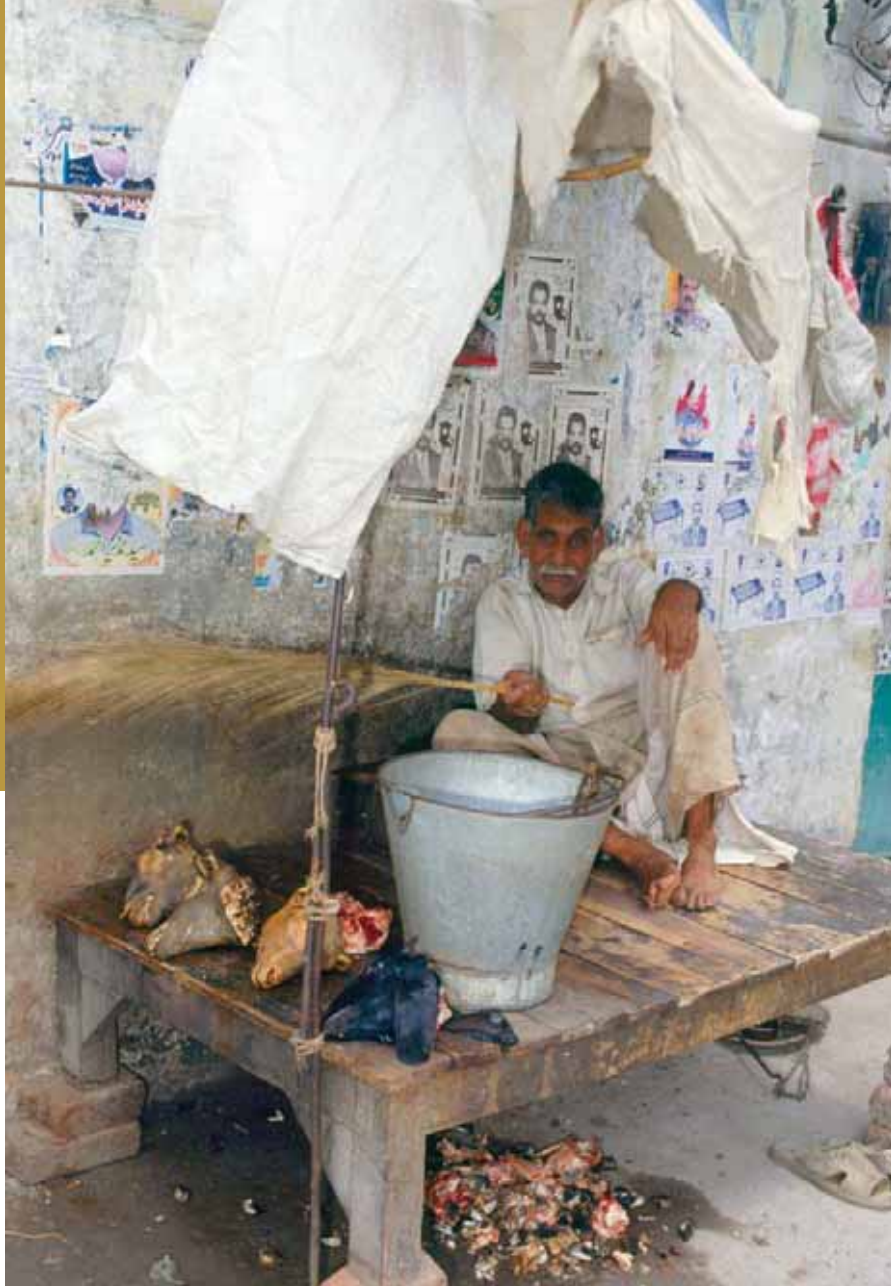
Stratégies et objectifs

Il existe deux aspects qui ont des stratégies et des objectifs très différents au sein du SAI. Le premier est la stratégie de survie, dont le premier objectif est la sécurité alimentaire quotidienne. Le second est caractérisé par les micro-sociétés ou petites entreprises (y compris les entreprises familiales), dont l'objectif central est la croissance économique. Les politiques (et leur mise en œuvre) de ces deux aspects diffèrent radicalement. Dans le premier aspect, les politiques utilisées comportent une dimension sociale forte, alors que dans le second, la dimension est surtout économique.

Récemment, certains gouvernements ont commencé à encourager et ont travaillé avec ce secteur, au lieu de s'y opposer. En 2000, un groupe de maires et de planificateurs urbains se sont rencontrés à Bangkok, en Thaïlande, à l'occasion du séminaire régional de la FAO intitulé *Nourrir les villes d'Asie*. Le *Programme d'action* qui a suivi a déclaré que les municipalités devaient reconnaître l'importance du SAI, en particulier pour les populations urbaines (Yasmeen, 2001b). La FAO et les organisations de développement peuvent aussi aider les gouvernements centraux et locaux à comprendre le secteur.

Offrir un statut au secteur alimentaire informel: antécédents et contextes

Depuis la moitié des années 90, plusieurs études ont montré l'importance du SAI dans la lutte contre les problèmes économiques et nutritionnels urbains (Yasmeen, 2001a; Argenti, 1999, 2000; Argenti, François et Mouawad, 2003; Tinker, 1997; Nirathron, 2005). Ces recherches ont démontré la valeur de la production, de la transformation et de la vente alimentaire informelle pour fournir des emplois et des revenus aux pauvres, en particulier aux femmes qui sont souvent plus actives que les hommes dans ce secteur (Yasmeen, 2001a; Tinker, 1997; Simon, 2003). Les études montrent aussi que le SAI fournit aux consommateurs urbains démunis des aliments nutritionnels à des prix abordables. La recherche a aussi montré les défis que le secteur doit relever que cela soit au niveau du manque de



reconnaissance des autorités municipales qu'au niveau de l'utilisation des terres, entraînant des conflits dans ce domaine (De Soto, 1989). Le fait que les vendeurs ne puissent pas s'installer avec leurs structures mobiles sur des sites réguliers, décourage les investissements durables. Les acteurs du SAI n'ont pas non plus accès aux institutions de l'Etat pour résoudre les conflits ou pour assurer et renforcer leurs droits.

Du fait de son caractère spontané, le secteur manque d'un statut légal reconnu qui pourrait faciliter l'amélioration de l'hygiène des aliments et l'accès au crédit. Les vendeurs souffrent aussi de la circulation, du bruit, des risques encourus pour leur sécurité personnelle et des problèmes d'hygiène alors que les consommateurs s'exposent à des risques sanitaires en achetant ces aliments (Argenti, 2000).